vois pas pourquoi les mêmes dispositions ne sauraient s'appliquer tout autant aux salariés et aux employés à gages.

Je ne veux pas retenir l'attention de la Chambre plus longtemps. J'espère que tous les députés des deux côtés de la Chambre m'aideront à montrer aux Canadiens que les nouvelles modifications fiscales ne s'inspirent pas uniquement du rapport Carter. Il y a certaines questions que la Commission n'a pas étudiées et dont on devrait s'occuper. Il y a certaines recommandations qui sont loin d'être réalistes. Le rapport de cette dernière Commission royale d'enquête devrait peut-être nous servir de leçon en ce qui concerne l'utilité et l'efficacité de nos commissions. D'après moi, nous avons créé un trop grand nombre de commissions royales d'enquête récemment qui ont dépensé des centaines de milliers de dollars et pris beaucoup de temps à préparer leur rapport, et en attendant nous avons remis à plus tard des modifications essentielles à la loi, pour découvrir finalement qu'une autre enquête par les députés s'imposait à l'égard du problème initial. Cela est arrivé par exemple dans le cas de la Commission MacPherson, nommée en 1958 et chargée de faire enquête dans le domaine des transports. Elle a très bien mené son enquête, mais même après la présentation de son rapport, plusieurs années se sont écoulées avant que la Chambre ne s'entende sur une nouvelle politique des transports. Je ne suis pas sûr que tous les Canadiens acceptent cette nouvelle politique.

• (5.00 p.m.)

Nous en avons eu un autre exemple frappant au comité des affaires des consommateurs qui a étudié la question en détail. Que le nouveau ministère des Corporations et de la Consommation rende ou non de grands services aux Canadiens, il reste que la mesure législative a été présentée après que le fond en eut été déféré à un comité mixte de la Chambre et du Sénat et que ce comité eut présenté son rapport. Le gouvernement ayant accepté le rapport, il a présenté la mesure législative. Cette question a été traitée de façon foncièrement différente de celles qu'on a soumises à la Commission royale d'enquête sur les transports. Les problèmes des transports réclamaient une solution depuis 1960, mais on a attendu à 1966 pour s'en occuper. La Commission royale d'enquête sur la fiscalité a été instituée il y a de nombreuses années, et l'on a attendu la présentation de son rapport avant d'apporter des modifications importantes à la législation fiscale. Comme vous le voyez, monsieur l'Orateur, si les députés veulent accomplir leur tâche, ils

doivent bien connaître la façon dont sont élaborés les rapports des commissions royales. On peut y arriver tout aussi aisément en établissant un comité et en y faisant témoigner les mêmes spécialistes. Quand vient le moment de faire un rapport, avec ou sans recommandations, les membres de ce comité sont au courant des données d'arrière-plan, et ce sont ces mêmes personnes qui devront en fin de compte prendre les décisions.

J'estime donc, monsieur l'Orateur, qu'il y a grand avantage à faire bien plus souvent usage des comités de la Chambre, plutôt que de s'en remettre de ces questions complexes à des commissions royales d'enquête. Bien trop souvent, ces dernières ne sont pas pratiques au point de vue non pas de la politique, mais du politique. Les hommes politiques, la pensée politique et les programmes politiques ne peuvent aller plus loin que le veut bien le peuple à un moment donné. On peut bien assumer la direction des affaires; mais essayer de modifier brusquement l'application pratique des lois en se fondant sur certaines de ces enquêtes cérébrales, cela n'est pas pratique, et en conséquence des millions de dollars et énormément de temps précieux se perdent à essayer d'arriver à des solutions de cette manière-là. J'espère que le gouvernement déférera à l'avenir même les questions compliquées à des comités, en vue d'un rapport et de recommandations, car des recommandations beaucoup plus pratiques découleront d'une telle méthode, j'en suis sûr, et coûteront beaucoup moins cher aux Canadiens. Un Livre blanc sur la politique du gouvernement nous sera présenté bientôt, nous l'espérons. Il est injuste de laisser entendre que le rapport de la Commission Carter sera entièrement rejeté. Mais voyons les choses sous leur vrai jour, monsieur l'Orateur. Le gouvernement, nous le savons, devra étudier exactement les mêmes questions que celles qui ont été déferées à la Commission royale d'enquête sur la fiscalité.

M. l'Orateur suppléant (M. Tardif): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

M. Erik Nielsen (Yukon): Le gouvernement actuel, monsieur l'Orateur, est malhonnête.

L'hon. M. Winters: Oh! Oh!

M. Nielsen: Et je ne suis pas le seul à le croire. Une autorité éminente, comme le président du Conseil d'administration de la Banque de Commerce canadienne impériale a employé une expression du même genre lorsque, parlant de la situation économique où se trouve le pays par suite de la mauvaise administration du gouvernement actuel, il